

# **Cahier des clauses administratives particulières**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Prestation de nettoyage de salles blanches (classes 100, 1000, 10 000),  
et des locaux techniques et tertiaires associés du Centre  
Microélectronique de Provence à Gardanne (13 Bouches du Rhône)

## Sommaire en un coup d'œil

### **Partie 1 – Description du marché**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

### **Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

### **Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?**

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des travaux

### **Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché**

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

### **Partie 5 – Les autres clauses**

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

### **Les dérogations aux CCAG Travaux**

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Fournitures courantes et services

### **Annexe**

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

# Sommaire en détail

<b>PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
Article 1. Parties contractantes .....	5
<b>1.1. L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne .....</b>	<b>5</b>
<b>1.2. Le titulaire.....</b>	<b>5</b>
Article 2. Objet et montant du marché .....	5
2.1. Description de l'objet du marché .....	5
2.2. Allotissement .....	5
2.3. Variantes.....	6
2.4. Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
Article 3. La sous-traitance .....	6
Article 4. Pièces contractuelles .....	6
Article 5. Durée du marché et délai d'exécution .....	7
5.1. Durée du marché .....	7
5.2. Délais d'exécution.....	7
5.3. Prolongation des délais .....	7
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché .....	7
Article 7. Reprise du personnel.....	8
<b>PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....</b>	<b>9</b>
Article 8. Le prix .....	9
8.1. Nature et type de prix .....	9
8.2. Mois d'établissement des prix .....	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	9
Article 10. Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1. La présentation des factures .....	10
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro .....	10
10.3. Service chargé du paiement.....	11
10.4. Délai de paiement.....	11
10.5. Avances .....	11
Article 11. Prix nouveaux .....	11
Article 12. Nantissement .....	12
<b>PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ? .....</b>	<b>13</b>
Article 12. Obligation environnementale .....	13
Article 13. Constatation de l'exécution des prestations .....	13
14.Obligations générales des parties .....	13
<b>PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
Article 17. Pénalités .....	14
17.1. Les pénalités applicables .....	14
17.2. Modalités d'application des pénalités .....	14
Article 18. Résiliation du marché .....	14
Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	15

<b>PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>16</b>
Article 20. Assurances .....	16
Article 21. Langue .....	16
Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	16
<b>PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>18</b>
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois.....	18

# **PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE**

## **Article 1. Parties contractantes**

---

### **1.1. L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne**

Mines Saint-Etienne (EMSE), 158 Cours Fauriel, CS62362, 42023 Saint-Etienne Cedex représentée par son Directeur, Jacques Fayolle.

Mines Saint-Etienne est une école de l'Institut Mines-Télécom, établissement public caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale.

L'IMT est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances.

### **1.2. Le titulaire**

#### **➤ La dénomination du Titulaire**

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

#### **➤ L'élection de domicile du Titulaire**

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

## **Article 2. Objet et montant du marché**

---

### **2.1. Description de l'objet du marché**

Le présent marché a pour objet la prestation de nettoyage de salles blanches (classes 100, 1000, 10 000), et des locaux techniques et tertiaires associés du Centre Microélectronique de Provence à Gardanne (Bouches du Rhône).

#### **Lieu d'exécution :**

**Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne Campus Aix-Marseille-Provence**  
Centre Microélectronique de Provence Mines Saint-Etienne  
880 Route du Mimet  
13 541 Gardanne

### **2.2. Allotissement**

Les prestations ne sont pas alloties.

### 2.3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

## Article 3. La sous-traitance

---

Cet article précise les articles R.2191-3 à R.2193-22 CCP et l'article 3.6 du CCAG-FCS.

La sous-traitance est autorisée.

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. L'EMSE a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à EMSE le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

## Article 4. Pièces contractuelles

---

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (Décomposition des Prix Global et Forfaitaire) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance.

Le CCAG-Fournitures courantes et services (FCS) est accessible sur le site [legifrance.fr](http://legifrance.fr). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

## Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

---

### 5.1. Durée du marché

Ce marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de la date indiqué sur l'Acte d'engagement. (Date indicative : 1<sup>er</sup> septembre 2025).

Ce marché peut faire l'objet de trois (3) **reconductions expresses de l'EMSE**, pour une période d'un (1) an chacune. La durée totale du marché ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

#### **Reconduction :**

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de la reconduction deux mois avant la fin du marché. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

L'EMSE est libre de reconduire ou non le marché. Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. Le Titulaire ne peut pas élever de réclamation en cas de non-reconduction du marché.

### 5.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont mentionnés dans le CCTP. Ils donneront lieu à l'établissement de plannings d'intervention. Le prestataire devra respecter scrupuleusement ces délais sous peine d'application de pénalités.

### 5.3. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché

---

Cet article déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS uniquement sur les points visés ci-dessous.

Le titulaire doit immédiatement communiquer à l'EMSE les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

## Article 7. Reprise du personnel

---

### **En début de marché :**

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L1224-1 du Code du Travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

### **En fin de marché :**

Dans un délai d'un mois à compter de la demande de l'EMSE, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- Le nombre d'agent concernés par cette reprise du personnel
- La masse salariale des personnels à reprendre
- Nature des contrats à reprendre
- L'expérience des personnels à reprendre
- L'ancienneté des personnels à reprendre
- Le taux horaire

Cette demande peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction du marché, résiliation, renouvellement du marché.



## PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

### Article 8. Le prix

---

#### 8.1. Nature et type de prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix forfaitaires selon les stipulations de l'ATTRI1 et par référence à la Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire (DPGF). Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

#### 8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix est celui de la date limite de réception des offres.  
Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### Article 9. Clause de révision des prix

---

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, Les prix sont révisables une fois par an à la date d'anniversaire du marché (date de notification du marché).

La date d'établissement des prix sur la base des conditions économiques en vigueur dit mois 0 sera la date de signature de l'offre par le candidat.

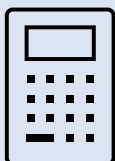
Les prix sont fermes et non révisable pour la période initiale de douze mois) compter de la notification du marché.

A la date anniversaire de reconduction, les prix seront révisés annuellement 1 seule fois par application de la formule ci-après. Le prix obtenu sera alors ferme pour la période de reconduction considérée.

- $P = P_o * (I/I_0)$

Formule dans laquelle :

- P=prix révisé
- Po=prox initial HT de l'offre
- I et I0= Indice des Prix de production des services Français aux entreprises Françaises (BtoB)-prix de marché-CPF 81.222-Nettoyage spécialisé en milieu industriel 2021 (identifiant INSEE : 010766787)



Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum 4 décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi peut être traité de 2 façons :

1. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
2. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## Article 10. Modalités de règlement des comptes

---

### 10.1. La présentation des factures

La facturation sera mensuelle en fin de mois et correspondra à 1/12<sup>ème</sup> du montant de la prestation annuelle.

Le règlement s'effectuera par mandat administratif à 30 jours après validation du service fait (cf. Article 13 du présent CCAP) et conformément à la réglementation en vigueur.

### 10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont exclusivement effectués sur le portail de facturation Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est :

**Mines Saint-Étienne : 180 092 025 001 05**

Le code service pour la facturation Chorus : **MSE\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.  
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

### 10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

Mines Saint-Etienne	Agent Comptable secondaire SUD 158 Cours Fauriel F-42023 Saint-Etienne Cedex 2
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------

### 10.4. Délai de paiement

Par application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, L'EMSE règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

### 10.5. Avances

Les conditions de versement de l'avance sont prévues à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le titulaire peut bénéficier d'une avance de 20%.

L'avance est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai maximal de versement de l'avance est de 30 jours calendaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, il est précisé que c'est l'option A qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

## Article 11. Prix nouveaux

---

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché- se reporter au CCTP.

### Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications en cas de nécessités d'ajustement de la prestation, notamment :

- Modification des fréquences de nettoyages
- Ajout ou suppression de certaines tâches du fait de l'évolution de contraintes internes à l'EMSE ou liées au contexte réglementaire ou sanitaire.

La modification sera alors actée par un avenant. Si ces modifications techniques induisent des modifications tarifaires, le titulaire devra fournir un devis détaillé indiquant les modifications.

## Article 12. Nantissement

---

Par application de l'article 4.2 du CCAG-FCS, le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

**Madame l'Agent Comptable de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne**  
**Agence Comptable**  
**158 Cours Fauriel- CS 62362**  
**42023 Saint-Etienne CEDEX 2**

## PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

### Article 12. Obligation environnementale

---

Conformément au CCTP, le titulaire devra utiliser des produits éco-labellisés **UNIQUEMENT** pour les locaux tertiaires et les locaux techniques. Les références de ces produits devront obligatoirement figurer dans la liste produit fournie dans le dossier de l'offre.

### Article 13. Constatation de l'exécution des prestations

---

Les vérifications qualitatives seront effectuées par un représentant de l'EMSE.

Par dérogation à l'article 22.2 du CCAG-FCS, le titulaire est dispensé d'aviser l'EMSE de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications ;

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS et eu égard à la nature des prestations concernées, la présence du titulaire n'est pas requise pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérifications le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

### 14.Obligations générales des parties

---

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Approbation du personnel :

Chaque agent affecté aux sites fera l'objet d'une validation préalable de l'EMSE. Tout changement d'agent devra également faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur.

L'EMSE demandera ainsi toutes les pièces justificatives jugées nécessaires à l'exécution de la prestation.

## PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE

### Article 17. Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG -FCS uniquement sur les points visés ci-dessous

#### 17.1. Les pénalités applicables

Les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Pénalités	Montant de la pénalité
Pénalité pour retard d'exécution mentionnés au planning ou au CCTP par le fait du titulaire	<ul style="list-style-type: none"><li>-En cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au CCTP et au planning le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100€ par semaine de retard.</li><li>-Non remplacement d'un personnel d'exécution au-delà de 24H : 200€ par jour ouvrable</li><li>-En cas de retard répété du personnel, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100€ par retard constaté.</li></ul>
Pénalité pour mauvaise exécution	<ul style="list-style-type: none"><li>-Pour tout manquement de qualité/ mauvaise exécution constaté par l'école, un avertissement sera adressé par mail au prestataire qui devra sous 24 heures remédier aux défauts constatés.</li><li>-A défaut, une pénalité forfaitaire de 50€ par constat de mauvaise exécution.</li><li>-En cas de non-respect des obligations de contrôle le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 50€ par constat.</li></ul>

#### 17.2. Modalités d'application des pénalités

En application de l'article 14.1.21 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'exonération des pénalités de retard est laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur

### Article 18. Résiliation du marché

Le chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

## **Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige**

---

En cas de litige et d'échec du règlement à l'amiable de ce dernier, le tribunal administratif de Lyon est compétent.

**Palais des juridictions administratives**

**184, Rue Duguesclin**

**69433, Lyon Cedex 03**

**04 87**

## PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

### Article 20. Assurances

---

Le titulaire doit fournir toutes les attestations prévues à l'article 9 du CCAG-FCS avant tout début d'exécution dans un délai de 15 jours.

- L'assurance de responsabilité civile professionnelle,
- Le cas échéant, l'assurance de responsabilité civile.

### Article 21. Langue

---

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

### Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://www.aprovall.com/fr/>

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.



## PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-Travaux
Article 4.1	Article 4 : L'ordre de priorité des pièces contractuelles est modifié.
Article 3.4.2	Article 6 : Les cas de communications de modifications de situation juridique au cours de l'exécution du marché sont modifiés.
Article 22.2 et 27.3	Article 13 : Les modalités de constations de l'exécution des prestations sont modifiées.
Article 14.1.3	Article 17 et 17.2 : Le CCAP prévoit des pénalités supplémentaires et des modalités d'application différentes.

## ANNEXE

### ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

#### 1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p><b>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</b> prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p><b>Le cas échéant</b>, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, <b>l'un des documents suivants</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente</li></ul>
3	<p><b>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers</b> employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sa date d'embauche,</li><li>• Sa nationalité,</li><li>• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li></ul>

## 2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p><b>OU</b></p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p><b>Le cas échéant</b>, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p><b>OU</b></p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p><b>OU</b></p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p><b>Le cas échéant</b>, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>